

Seychelles

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel atteint environ 3,6 % en 2018, un taux inférieur aux 5,3 % de 2017, en raison de la hausse des prix mondiaux du pétrole, du moratoire sur la construction, et de l'incertitude au sujet de la zone euro, dont dépend le pays pour son secteur touristique florissant. Elle a été principalement portée par le secteur des services, principalement le tourisme, la finance, les transports et les communications. Le déficit budgétaire primaire représente environ -0,3 % du PIB en 2018, alors qu'en 2017 le budget était en l'équilibre. La cause principale en est l'augmentation des dépenses publiques et une baisse des recettes. En 2018, le ratio dette/PIB du pays se réduit des deux tiers, passant de 183 % en 2011 à un taux, relativement élevé, de 60 % en 2018. Les autorités envisagent de réduire ce ratio à moins de 50 % d'ici 2021 par le biais d'une plus grande rigueur budgétaire, associée à une stratégie améliorée de gestion de la dette.

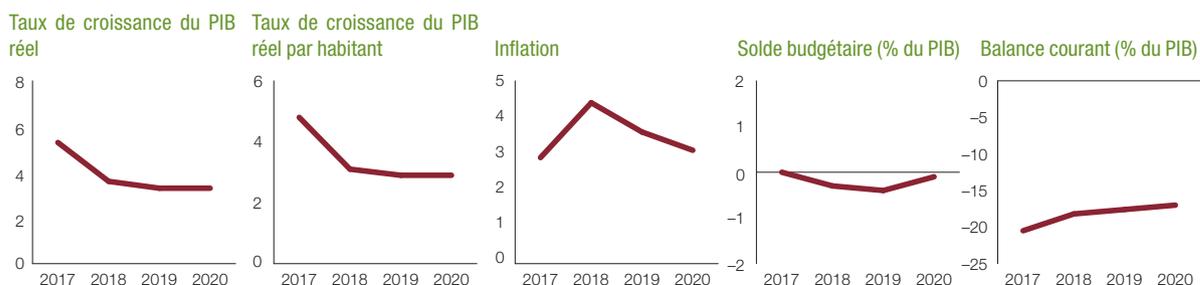
L'inflation augmente à 4,4 % en 2018 contre 2,9 % en 2017, du fait de la hausse des prix mondiaux de l'énergie, des mesures budgétaires de 2017, incluant un salaire minimum plus élevé, des dépenses sociales accrues (principalement les régimes de retraite publiques) et la hausse des salaires de la fonction publique (représenté par un « 13^e mois de salaire »). En 2018, le taux de change est stable, à 13,9 roupies seychelloises pour un dollar. La moyenne des réserves internationales brutes est estimée à quatre mois d'importations en 2018.

En 2018, la balance courante continue d'enregistrer des déficits importants, mais en baisse à environ -17,6 % contre -20,5 % en 2017. Les principaux partenaires commerciaux du pays, l'Europe et le Moyen-Orient (principalement les Émirats arabes unis), représentent plus de 60 % des importations et des exportations du pays.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Selon les projections, la croissance économique devrait se chiffrer à 3,3 % en 2019 et 2020, et le secteur des services devrait rester le principal moteur de croissance. Les perspectives à moyen terme restent positives, le secteur du tourisme étant dynamique, tout comme celui de la pêche. Du côté de la demande, la croissance continuera d'être portée par de considérables investissements, dont le montant est projeté à 34,6 % du PIB en 2019 et 36,1 % en 2020. Le ratio dette-PIB demeure élevé, avec notamment les facteurs nationaux de risques suivants : les mesures budgétaires de relance dans le budget 2017, générant toujours des pressions inflationnistes ; l'excessive dépendance de l'économie des Seychelles au tourisme et à la pêche qui rend le pays vulnérable aux chocs externes. En outre, le ralentissement dans le secteur de la construction, provoqué par le moratoire sur la construction de grands hôtels et la pénurie de matériaux de construction, pourrait également représenter un frein pour la croissance. Cependant, l'économie seychelloise jouit d'un secteur touristique à forte valeur ajoutée ; d'une vaste zone de pêche ; de secteurs émergents de services financiers et de TIC ; d'un cadre réglementaire amélioré pour la participation du secteur privé ; et enfin d'un cadre stratégique pour faire face au changement climatique.

Les facteurs extérieurs de risques sont la détérioration des termes de l'échange, la hausse des prix du carburant depuis fin 2016, et les performances économiques incertaines dans la zone euro, la principale source de tourisme. Le pays est importateur de pétrole et la tendance à la hausse des prix mondiaux des carburants est susceptible d'avoir un effet négatif sur la balance des paiements, l'inflation et la productivité. En outre, les Seychelles, État insulaire, sont également exposées aux aléas climatiques, et ont besoin de ressources supplémentaires afin de renforcer la résilience.



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections.